



Nyéleni était une femme du Mali...

Illustrations réalisées par Anna Loveday-Brown



12 octobre

Journée Mondiale de mobilisation contre le capitalisme http://www.marchemonde.org/alliances_monialisation/asamblea-movimientos-sociales/declarations/dakar2011/fr

16 octobre

Journée Mondiale de l'Alimentation

17 - 22 octobre

37ème session du **Comité de Sécurité Alimentaire Mondial** – Rome, Italie. Participe à la consultation en ligne jusqu'au 15 octobre, http://km.fao.org/fsn/cfs/cfs-e-consultation/es/?no_cache=1

3 - 4 novembre

Rencontre du **G20** – Cannes, France
Mobilise-toi contre le G20!
<http://www.resist.org.uk/>

17 - 20 novembre

Conférence Internationale: *Stop à l'accaparement des terres* - Selingue, Mali

28 novembre - 9 décembre

17ème Conférence des Parties de la **Convention sur le Réchauffement Climatique des Nations Unies** - Durban, Afrique du Sud

Octobre – Décembre

Conférences régionales des Nations Unies sur le développement durable (Rio2012). Participons dans les rencontres régionales pour inclure l'agriculture durable dans l'ordre du jour de Rio! Vérifiez le calendrier pour votre région : <http://www.unccd2012.org/rio20/index.php?Menu=23>

Editorial

Les femmes et la Souveraineté Alimentaire

Quelle est la **stratégie** à adopter afin de changer la situation des femmes dans le monde? Certaines féministes pensent que nous devons reconnaître *ce qui est propre aux femmes* et qui est rendu invisible et/ou considéré comme étant inférieur dans une société machiste et patriarcale. D'autres disent que nous devons lutter pour *la redistribution de la richesse entre les femmes et les hommes*, afin de dépasser le fondement des inégalités, qui résulte d'une division sexuelle du travail et du pouvoir. Mais beaucoup se sont déjà rendues compte **qu'il s'agissait en fait d'un faux dilemme**: pour aller de l'avant il faut articuler les actions **apparemment contradictoires de reconnaissance et de redistribution**. Le principe de Souveraineté Alimentaire reconnaît toujours plus **la contribution des femmes dans la production des aliments**, depuis l'agriculture jusqu'à la préparation des repas pour leur famille, ou dans les cantines scolaires et autres lieux communautaires. Ainsi, il convient de redistribuer les terres et les conditions de production de façon égale entre hommes et femmes. Il faut faire un pas en avant dans la reconnaissance de *la nécessité de redistribuer le travail réalisé par les femmes* dans les soins apportés à la famille, dont la préparation des repas, pour tous ceux qui cohabitent. Dans le monde entier, dans les campagnes comme dans les villes les femmes et les jeunes filles sont amenées à travailler plus que les hommes si on considère les heures de travail rémunérées et les tâches domestiques. Elles sont les premières à se lever et les dernières à se coucher. Parvenir à la Souveraineté Alimentaire implique non seulement de **changer le modèle de production des aliments mais aussi leur consommation**. Cela veut dire prendre le temps de préparer le repas, de manger, de partager mais aussi d'avoir du temps pour elles. Ce changement ne peut pas se baser sur l'augmentation du travail des femmes. Pour avoir plus de temps, nous n'avons pas besoin ni de fast-food ni de conserves, nous avons besoin de politiques publiques soutenant la reproduction, comme l'alimentation dans les écoles et les restaurants populaires et surtout... il faut répartir le travail équitablement entre tous et toutes!

Miriam Nobre

Coordinatrice du Secrétariat International de la Marche Mondiale des Femmes

Sous les feux de la rampe

page 2



Femmes du milieu rural et du milieu urbain : une histoire avec de nombreux traits communs

Au quotidien, les femmes doivent faire face à des problèmes juste parce qu'elles sont femmes : dans la campagne comme en ville, elles sont confrontées à un système économique qui les discrimine, qu'il **soit capitaliste ou patriarcal**. **Un système basé sur la séparation entre production et reproduction**, qui place les activités de marché dans la première catégorie et les tâches, souvent réalisées par les femmes, dans la seconde, rendant invisibles les liens existant entre les deux. En opposition à cette séparation, l'économie féministe souhaite élargir la notion de *travail* et la différencier de celle d'*emploi* (travail rémunéré ou de marché) pour inclure dans la définition du *travail* les tâches de reproduction biologiques et sociales, c'est-à-dire les tâches domestiques, communautaires et de soin. La Souveraineté Alimentaire suit les mêmes idées, puisqu'elle reconnaît le travail fondamental réalisé par les femmes, et qu'elle implique la redistribution et l'égalité des tâches parmi tous les membres du foyer.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maïli, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



Parvenir à la Souveraineté Alimentaire

Notre système actuel, qui sépare les tâches productives et reproductives, réservant les premières aux hommes et les secondes aux femmes, **est un obstacle à la Souveraineté Alimentaire**. Ce système associe l'achat et préparation d'aliments à la sphère de la reproduction, mais **pour que la Souveraineté Alimentaire soit possible, ces tâches devraient être valorisées et partagées**. Les *fonds de grève* et les *"marmites"* collectives sont des exemples qui montrent combien la préparation et distribution des aliments peuvent être mis en valeur. De nombreuses grèves qui réclamaient des améliorations et des demandes salariales ont été possibles dans le passé grâce au travail des femmes dans ces fonds collectifs. Malgré le fait que ces apports aient été invisibles dans l'histoire du mouvement ouvrier, les femmes ont été des protagonistes de ces processus de transformation, qui ont survécu grâce à leur présence et dans lesquels elles ont joué des rôles tels que la préparation collective d'aliments.

L'alimentation dans une société de consommation

L'industrie de transformation des aliments, les grandes chaînes de supermarchés et l'industrie pharmaceutique essaient de nous dicter au quotidien les règles à suivre : ce que nous devons manger, ce qui nous fait du bien ou du mal, ce qui est à notre portée. Réfléchir à ce sujet et commencer à le considérer comme un problème nous permet de réfléchir **aux alternatives possibles. La résistance se trouve dans la diversité des aliments et dans les formes de production et de consommation qui échappent à ce qui nous est imposé par le marché**. Comment pouvons-nous arrêter de faire partie du modèle de la société de consommation afin de créer un autre modèle de vie commune via l'alimentation? Il y a des expériences de groupes d'achat anticipé et direct, qui créent des liens entre les femmes qui vivent en milieu rural et urbain et qui peuvent avoir pour résultat la préparation et la distribution collective d'aliments. De plus, nous pourrions choisir d'adopter des habitudes alimentaires qui mettent en avant les aliments produits localement et commercialisés via des réseaux de commerce équitable au lieu de produits importés de mauvaise qualité des supermarchés et qui souvent, ne respectent pas les normes culturelles de l'alimentation et veulent imposer des formes de consommation irresponsable (en commercialisant les fruits et les légumes hors saison par exemple).

Un nouveau regard sur l'agro-négoce

De ce point de vue, les problèmes tels que ceux créés par les agro-négoce qui suppose un modèle corporatif basé sur l'exploitation et la concentration peuvent être perçus dans toute leur dimension : depuis leur coûts sociaux, les frais de déplacement des paysans et paysannes ou les frais de l'exploitation salariale en termes généraux ; jusqu'aux coûts moins visibles, liés à la division sexuelle du travail. Dans les secteurs fortement mécanisés, comme pour le soja ou le sucre de canne, les postes les plus qualifiés sont occupés par des hommes tandis que les femmes occupent les postes liés aux services d'aide, tels que le nettoyage ou la cuisine. D'un autre côté, dans les secteurs intensifs tels que les fruits ou les fleurs, on engage des femmes pour leurs habileté dans les tâches plus délicates (telles que l'emballage des fruits), mais sans pour autant que cela implique une reconnaissance économique particulière : en fait on engage en général des femmes jeunes, moyennant un maigre salaire et sans reconnaître leurs droits de travailleuses.

Les femmes et l'accès au territoire

En pratique, on observe que **l'accent mis sur l'économie de marché tend à encourager les disparités qui existent déjà**, aussi bien l'exploitation salariale associée à l'agro-industrie que l'accès à la terre différencié entre hommes et femmes. Selon la FAO², à mesure que les terres sont commercialisées et rendues moins disponibles, on observe que les hommes des familles réduisent l'accès à la terre dont jouissaient les femmes, et plus particulièrement les veuves et les divorcées. Et malgré le fait que les femmes représentent en moyenne 43% de la force de travail agricole dans les pays en voie de développement³, elles ne possèdent moins de 15% des terres dans le monde entier⁴. Refuser aux femmes un accès égalitaire à la terre, non seulement en termes de propriété privée mais aussi de droits via la location de terres publiques, **ne fait que détériorer leurs conditions de vie aux niveaux économique, social et politique**. Le système patriarcal établit pourtant que la terre s'hérite par la voie paternelle et les femmes ne peuvent y accéder qu'au travers de leurs fils, leurs maris ou autres hommes de leur famille. De plus, le patriarcat a toujours placé les femmes dans une position **qui leur permet d'utiliser la terre mais pas de la posséder**.

Le manque de reconnaissance des paysannes dans les exploitations familiales se traduit par le fait que celles-ci **ne possèdent pas de ressources assignées, parce que les ventes se font au nom du titulaire de l'exploitation** (qui - en général - est un homme), ce qui amène d'autres types de problèmes, comme le fait qu'on n'octroie pas à ces femmes les droits que les femmes salariées ont pourtant acquis : en Espagne, par exemple, on ne leur octroie pas d'aide pour leurs enfants en dessous de trois ans. Il est donc nécessaire de **reconnaître le travail et les droits des paysannes**, ce qui implique **repenser les politiques agraires et sociales** et la distribution des revenus au sein des foyers.

Quand des réformes agraires ont lieu et qu'elles essaient de solutionner les problèmes cités ci-dessus, grâce à la propriété de la terre, les agricultrices peuvent obtenir des crédits et organiser leur production ; elles obtiennent alors ainsi **plus de pouvoir de négociation** dans leur foyer et dans les processus de prise de décision de leur communauté. Au Nicaragua par exemple, une nouvelle législation a commencé à s'appliquer dans les années 80 qui garantissait que les hommes et les femmes bénéficient des programmes de possession des terres de façon égale. La loi sur le Titre de propriété conjoint, adoptée en 1997, prévoit que les deux conjoints doivent figurer sur les titres de propriété des terres pour les terres reçues par les familles via le programme de réforme agraire. Grâce à ces lois, le pourcentage de femmes ayant accès à des titres de propriété de la terre a augmenté de 10 à 42% en l'espace de 20 ans⁵.

De Nyéléni à aujourd'hui : le rôle des femmes dans la production et la distribution d'aliments

Le fait que les forums sur la *Souveraineté Alimentaire* qui ont lancé le mouvement paysan porte le nom de **Nyéleni** n'est pas un hasard : ce nom correspond à celui d'une femme dont l'histoire se passe en Afrique et a traversé les années pour nous arriver aujourd'hui. Selon ce récit, Nyéléni était une femme du Mali qui avait pour priorité l'agriculture alors que celle-ci était considérée comme *une tâche masculine*. Pourtant Nyéléni est parvenue à surpasser les hommes dans toutes les disciplines agricoles où ils ont voulu l'affronter. De plus, elle est parvenue à domestiquer des cultures telles que le fonio et le samio, combattant la sécheresse du territoire et alimentant ainsi toute la population du Mali.

1 - Dès le début du développement industriel « seul le salariat et l'auto-emploi sont considérés comme travail, n'étant pas inclus dans cette catégorie les activités non-rémunérées développées par les membres du foyer pour couvrir leur propres nécessités. Ainsi, la définition originale du travail est restreinte aux seules activités qui présentent les caractéristiques du travail de marché » (Christina Carrasco, *La sostenibilidad de la vida humana, un sujet de femmes?*, 2001).

2 - Rapport *Género y Tierra. Igualdad de condiciones*, FAO, 2007

3 - FAO, 2011

4 - International Center for Research on Women, 2006

5 - Pour plus d'informations: www.rlc.fao.org/es/desarrollo/mujer/situacion/pdf/genyitierr.pdf

Abonnez-vous en ligne!
www.nyeleni.org

Le bulletin Nyéléni
célèbre un an!

Autres éditions en ligne :

**La terre et l'accaparement
des terres**

**Le changement climatique
L'élevage industriel**

Les semences paysannes

**La volatilité des prix et
les marchés alimentaires**

Le forum Nyéléni Europe



Nyeléni est un symbole du **rôle fondamental des femmes dans la réalisation de la Souveraineté Alimentaire**. Aujourd'hui, dans les pays en voie de développement, les paysannes génèrent **entre 60 et 80% de la production d'aliments**. De plus, comme Nyéléni, elles doivent faire face à de nombreux défis (l'expansion de maladies telles que le VIH/SIDA, les conflits armés ou la migration des hommes vers les villes), ce qui fait que, durant ces dernières années, dans un quart des foyers du milieu rural, c'est une femme qui est à la tête de la famille. Mais malgré cela, le défi perdure pour que les femmes puissent disposer du même niveau de pouvoir que les hommes au niveau social, puisque **les tâches qu'elles accomplissent sont toujours aussi dévalorisées**.

Partager nos expériences pour renforcer la participation des femmes

De nombreux mouvements sociaux et organisations de base s'engagent afin de dénoncer les inégalités de genre et les injustices dans le monde, telles que la faible participation des femmes en politique et dans les processus de prise de décision, ou la discrimination en matière de droits et de lois. Et leur appel au changement est permanent. Cependant, **leur défi au quotidien consiste souvent en l'application de ces changements nécessaires au sein même du mouvement**. De nombreux mécanismes ont été développés afin de faciliter la création d'un nouveau modèle au sein du mouvement, et certains d'entre eux sont faciles à appliquer dans différents contextes. Voici quelques idées : la création des groupes de femmes au sein de l'organisation elle-même, l'application de quotas pour garantir une participation équitable des femmes, éviter l'identification des hommes et des femmes à certaines tâches particulières (pour utiliser un exemple issu de l'agriculture : les hommes utilisent les machines, les femmes ramassent les petits fruits), la présence de femmes dans les fonctions de direction, l'accès à des services de garde d'enfants pour permettre une plus grande participation de la part des mères, la cohérence dans le langage et le contenu dans les publications du mouvement, des formations pour les hommes et les femmes sur cette question pour stimuler la réflexion, et plus encore...

Appliquez tout ceci au sein de votre organisation!

Industrialisation: de la nature et du corps des femmes

Le processus d'industrialisation de la nature dans l'agriculture est le même que celui de l'industrialisation du corps des femmes. Dans l'agriculture, l'idée est *d'augmenter la productivité* au maximum via des ressources externes qui réduisent le cycle naturel de repos, pourtant nécessaire à la bonne récupération de la fertilité de la terre. Ainsi, l'industrie crée des engrais, des agro-toxiques et des semences améliorées du point de vue du capital pour produire plus d'aliments et plus vite. Dans le cas des cycles naturels des femmes, tels que la menstruation et la ménopause, ils sont traités par le capital comme des maladies réduisant leur productivité dans le travail, et pour les éviter, on a recours à des méthodes telles que l'utilisation d'hormones injectables ou sous-cutanées, ou des médicaments qui suspendent la menstruation ou qui contrôlent ses effets. Comme dans l'agriculture, **ces mécanismes placent le corps des femmes sous le contrôle de l'industrie**. Ainsi, pour le contrôle reproductif par exemple, on encourage des méthodes contraceptives que les femmes ne contrôlent pas, telles que les hormones injectables à la place de l'utilisation quotidienne de la pilule ou de préservatifs (ce qui pourtant permet aux femmes d'en parler avec leur compagnon). Nous avons compris qu'il y a une stratégie commune pour l'agriculture et les femmes parce que ce sont les mêmes industries qui produisent les agro-toxiques et les hormones injectables, tels que Monsanto, Syngenta, ou Novartis qui font partie de joint-ventures et se définissent comme "bio-industrie".

L'écho des campagnes

Histoires courtes de résistance et d'alternatives en provenance d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe

Contre la pauvreté, surtout parmi les femmes

Nana Aïcha Cissé, membre de la Coordination Africaine de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), Mali

L'augmentation de la pauvreté, surtout en milieu féminin, et la dépendance de certains pays, conséquences des programmes d'ajustement structurel, ont amené la Marche Mondiale des Femmes du Mali à axer ses interventions sur deux objectifs: le *changement du modèle alimentaire*, pour une nourriture saine, non nuisible à la santé, et le *renforcement des liens établis par les échanges et les connaissances partagées entre les femmes de la campagne et de la ville*. Pour répondre au premier objectif nos organisations membres font la promotion des produits locaux : sensibiliser les populations sur le fait qu'en consommant les produits manufacturés non seulement elles contribuent à appauvrir nos producteurs locaux mais aussi qu'elles mettent leur santé en danger car la composition exacte des produits en conserve n'est pas connue et la plupart du temps leur date de péremption est déjà dépassée. Elles leur font comprendre aussi que les produits qu'elles achètent en conserve existent sur nos marchés à l'état naturel et tout frais, donc avec plus de goût. Les femmes maliennes du milieu rural et péri-urbain produisent des quantités de produits qu'elles ont du mal à écouler sur les marchés du fait de la distance qui les sépare des marchés et du manque de moyens de transport. Ainsi elles sont souvent obligées de jeter leurs productions sur des tas d'ordures puisque les conditions de conservation sont inexistantes. Suite à des séries de formations, les femmes urbaines s'investissent de plus en plus dans la transformation des produits agro-alimentaires. Pour la matière première, elles s'approvisionnent auprès des productrices rurales et péri-urbaines pour faire des produits pré-cuits (ex fonio, djouka, couscous et autres) ou des produits séchés (légumes, fruits, condiments, farine pour le tô, boules de bouillie...). L'existence de ces produits transformés permettent aux femmes qui travaillent hors de chez elles, dans le milieu urbain, de mieux gérer leur temps: elles passent moins de temps en cuisine, ce qui leur permet de faire d'autres choses, comme de participer à la vie

publique, tout en offrant à leurs familles une alimentation appropriée et de qualité. Ainsi petit à petit les comportements alimentaires changent dans nos communautés.

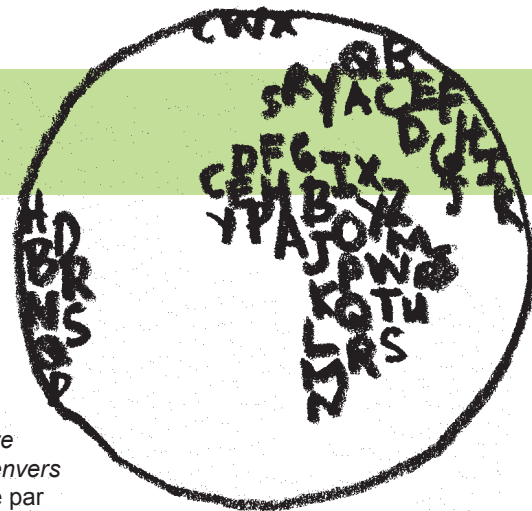
Pérou : La solidarité en action grâce aux cantines populaires

Rosa Guillén, Secrétaire Exécutive de MMF, Pérou

Les cantines populaires existent depuis environ trente ans au Pérou. Elles sont nées de *l'initiative solidaire de femmes de quartiers pour faire face à l'ajustement structurel* qui a eu lieu dans les années 80's sous le premier gouvernement d'Alan García. Avant cela, ces femmes étaient les protagonistes des « cuisines collectives » apparues dans des contextes de grèves ou de prises de terre. Par la suite, de nombreuses organisations ont créé des cantines populaires à caractère autonome, en marge des actions des gouvernements en matière alimentaire. Ensuite, elles proposèrent une loi à l'Etat afin que d'être considérées comme des organisations avec les mêmes droits que n'importe quelles autres, et non pas uniquement comme des programmes gouvernementaux. Ainsi, elles ont pu négocier avec le gouvernement tout en maintenant leur autonomie, ce qui par la suite, est devenue l'une de leurs caractéristiques identitaires. Cette loi sur les cantines leur a également permis de pouvoir compter sur une subvention étatique pour les aliments, ce qui leur permet de couvrir un certain pourcentage de ce dont elles ont besoin pour fonctionner, bien que la majeure partie (environ 80%) provienne en fait de travail volontaire, de cotisations ou de denrées offertes. Pour mener à bien ce projet, environ 10 000 cantines gérées par des femmes sont organisées de façon démocratique, au sein d'une fédération appelée le Confédération Nationale des Femmes Organisées pour la Vie et le Développement Intégral (CONAMOVIDI). Cette instance, qui représente et articule les femmes d'organisations sociales de la base dans différentes régions du Pérou, cherche à encourager l'action des politiques publiques qui contribuent au développement intégral de leur pays en matière de lutte contre la pauvreté, via des propositions qui recouvrent aussi bien l'alimentation que l'éducation, la santé ou le travail.



LE MONDE EN PAROLES



Nyeléni 2011 a eut lieu en Europe

Du 16 au 21 août a eut lieu dans la ville autrichienne de Krems, le *Forum européen pour la Souveraineté Alimentaire Nyéléni 2011*. Les organisations participantes de cette rencontre, qui faisait suite au Forum Nyéléni 2007 au Mali, ont revendiqué leur "vision d'unité qui met en avant les droits des personnes à définir leur propres systèmes et leurs politiques agricoles et alimentaires, sans porter atteinte aux personnes ou aux biens communs qui nous sont précieux". La participation quasi-nulle des populations dans les politiques liées aux biens communs tels que la terre, l'air, les semences et l'eau, a également été identifiée comme une expression du déficit démocratique, en accord avec la déclaration finale du Forum. Près de 120 organisations ont développé une vaste alliance et un ensemble de principes afin de parvenir à la *Souveraineté Alimentaire en Europe*, mettant en avant les contributions des jeunes des deux sexes, des femmes et des producteurs et productrices d'aliments, et soulignant le fait que pour parvenir à une réelle démocratie, **nous devons faire cesser la violence, l'influence corporative et les inégalités de genres, ce qui implique nécessairement la fin du patriarcat**. La variété et la richesse des expériences ont permis au Forum européen de Nyéléni 2010 d'identifier un cadre commun et de définir un plan d'action commun, basé sur un processus démocratique et participatif. Pour en savoir plus: <http://nyeleni2011.net/>

Mobilises-toi pour la COP 17 !

C'est en Afrique du Sud, à Durban, qu'aura lieu la *17ème Conférence des Parties (COP 17) de la convention sur le changement climatique des Nations Unies* du 28 novembre au 9 décembre prochains. L'an dernier, durant la COP 16, qui avait eut lieu au Mexique, la plupart des gouvernements du monde (excepté celui de Bolivie), n'ont pas abordé avec beaucoup de sérieux le problème du changement climatique, **proposant de fausses solutions** qu'ils ont fini par ignorer et compromettant les initiatives des mouvements sociaux et de la société au sens large, qui eux, cherchent à changer radicalement notre façon de produire, de consommer, d'administrer collectivement les produits finis dans le monde. Le mécanisme de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD), les Mécanismes de Développement Propre (MDP) et la géo-ingénierie, **sont des exemples de ces fausses solutions, qui prouvent que le débat sur le climat a été capturé par les entreprises transnationales**. Les mouvements sociaux, la société civile et les organisations environnementales se mobilisent à nouveau face à la COP 17, afin de réclamer la mise en place d'un espace de discussion et l'existence de solutions réelles au changement climatique : *solutions que les paysans, les paysannes, les pêcheurs, les pêcheuses, les bergers, les bergères, et les autochtones du monde entier mettent en pratique au quotidien. Toi aussi, fais-en partie !*

Ensemble, pour la fin de la violence

La Campagne Mondiale contre l'Éradication de toute forme de Violence envers les Femmes, lancée par

Via Campesina en 2008 s'est renforcée ces dernières années, aussi bien au niveau des discussions qui existent au sein des organisations qu'au niveau externe. Cette campagne implique que nous travaillions ensemble contre la violence, la dénaturant, ce qui veut dire qu'à l'intérieur des organisations, il faut développer des plans qui permettent une analyse, un débat et un accord stipulant que les hommes et les femmes peuvent travailler ensemble pour résoudre ce problème et avancer vers plus d'égalité. Certains piliers sur lesquels s'appuient cette campagne sont l'éradication de la violence contre les femmes, basée sur la dépendance économique ; de la violence envers les femmes qui ne peuvent pas décider du sort de leur propre corps ; de la violence basée sur l'exclusion des femmes de la vie politique ; et de la violence physique et psychologique exercée sur les femmes. De plus, dans le cadre de la campagne, nous analysons et nous dénonçons différents types de violence. Parmi celles-ci, la violence étatique et celle qui vient du modèle du commerce agricole. Pour plus d'informations: <http://radiomundoreal.fm/Voz-Campesina>

Inscrivez-vous au document de Rio+20 !

En juin 2012 à Rio de Janeiro au Brésil, aura lieu une importante *conférence des Nations Unies sur le développement durable*, vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992. *L'agriculture sera un des thèmes principal de cette conférence* et plus de 50 organisations ont aujourd'hui signé un document mettant en avant les idées et les défis que cela représente. **Le soutien à la Souveraineté Alimentaire est l'un des points les plus importants du document** qui peut être téléchargé en anglais, français, espagnol et allemand sur www.timetoactrio20.org. *Votre organisation peut aussi s'y inscrire via la page Internet*.

Pour plus d'informations sur Rio+20 :

Le site des Nations Unies sur la conférence : www.uncsd2012.org/

Le Forum de la Société Civile (coalition d'organisations) :

www.earthsummit2012.org

Le comité de la société civile brésilienne: www.Rio2012.org.br

Le site de la FAO sur Rio 2012: www.fao.org/rio20

Le site du PNUE sur l'économie verte: www.unep.org/greeneconomy

Le prochain bulletin traitera des **la pêche et le changement climatique!** Veuillez envoyer vos contributions - articles, photos, interviews à info@nyeleni.org **avant le 30 de octobre!**

A lire, à écouter, à voir et à partager

- *Las relaciones de género en el trabajo productivo y reproductivo*, Lilian Celiberti et Serrana Mesa, 2009, http://ipsnoticias.net/_focus/mujer/IPS_Gender.pdf
- *La Via Campesina en mouvement... Pour la Souveraineté Alimentaire!*, La Via Campesina, 2011, <http://www.vimeo.com/viacampesina>
- *Femmes et souveraineté alimentaire: les voix des femmes rurales dans le sud*, FOEI, 2011 <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/women-and-food-sovereignty/view>
- *Inde contre Monsanto: les graines de la discorde*, vidéo en anglais <http://www.france24.com/en/20110921-india-monsanto-gmo-brinjal-bio-piracy-biopiracy-steal-seeds-terminator-cotton-onion-melon-debt-suicide>

Pour des informes et plus de références www.nyeleni.org

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840-1877

